

Factsheet Turquie

Juin 2023



Carte : CIA, 2006

1 Faits et chiffres

Population : 85 millions selon [l'Institut statistique turc](#) (2022). 93,4 % de la population vit dans des centres de district et de province et 6,6 % dans des villes et des villages (« towns and villages »).

Ethnies : entre 70 % et 75 % de la population appartient à l'ethnie turque, 19 % à l'ethnie kurde et entre 6 % et 11 % à d'autres minorités ethniques ([estimation 2016](#)).

Religions : Islam [99,8 %](#) (principalement sunnite, [aléviste estimé très largement entre 6 et 31 %](#)), autres religions 0,2 % (principalement chrétienne et juive).

Système politique : république présidentielle. Président : Recep Tayyip Erdoğan ([depuis 2014](#)).

2 Profils à risque

- Les personnes soupçonnées d'entretenir des **liens avec le mouvement Gülen** et les membres de leur famille.
- Les personnes soupçonnées d'entretenir des **liens avec la guérilla kurde interdite du PKK** (Parti des travailleurs du Kurdistan), avec des groupes liés au PKK ou avec les partis PYD (Parti de l'Union démocratique) et YPG (Unités de protection du peuple) et les membres de leur famille.
- Les femmes et les hommes politiques kurdes, en particulier celles et ceux appartenant aux **partis HDP** (Parti démocratique des peuples) et **DBP** (Parti démocratique des régions), ainsi que les partisans, les partisanes et les membres du HDP et du DBP.
- Les **activistes** pour les droits humains et les droits civils, les activistes politiques et les activistes pour l'environnement, les personnes qui dénoncent les violations des droits humains.
- Les **professionnel-le-s des médias** critiques et leurs **familles**.
- Les personnes **critiques à l'égard du gouvernement, publiquement ou sur les réseaux sociaux**.
- Les **avocat-e-s** (également accusé-e-s d'activités terroristes pour avoir défendu des gülenistes ou des membres présumés du PKK).
- Les **membres de syndicat**.
- Les **femmes** et les **enfants** (crimes [d'honneur](#), [violence](#) contre les femmes, [mariage d'enfants](#)).
- Les personnes en **exil politique**, actives et critiques à l'égard du gouvernement.
- Les **personnes LGBTQI+** (crimes de haine).

3 Derniers développements

Des dizaines de milliers de personnes tuées par de violents tremblements de terre. Au mois de février 2023, plusieurs séismes majeurs ont secoué le sud-est de la Turquie. Plus de [50 000 personnes ont été tuées](#), 100 000 autres blessées et trois millions ont été déplacées. Les forces de police déployées dans la région dévastée par le séisme ont [battu, torturé et maltraité](#) les personnes soupçonnées de vol et de pillage.

Taux d'inflation et coût de la vie élevés. Depuis un an et demi, la Turquie se trouve en pleine crise économique. En avril 2023, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 54 % par rapport à l'année précédente et l'inflation globale a atteint [un taux record de 85,5 % en octobre 2022](#).

Réélection du président Erdoğan. En mai 2023, Erdoğan a [été réélu](#) pour un mandat présidentiel de cinq ans. Lors des élections parlementaires, la coalition menée par [l'AKP, le parti au pouvoir](#), a remporté la majorité des sièges au Parlement.

Procédures pénales engagées contre les personnes critiques à l'égard du gouvernement. L'État turc continue d'engager [des procédures pénales](#) contre les activistes pour les droits humains, les journalistes, les figures politiques d'opposition et d'autres personnes critiques à l'égard du gouvernement. En avril 2022, le célèbre défenseur des droits humains [Osman Kavala](#) a été condamné à la prison à vie à l'issue d'un procès critiqué. Cette affaire a montré que [le gouvernement turc exerce un contrôle important sur les tribunaux](#).

Loi sur la divulgation de fausses informations. Une [nouvelle loi](#) visant à [punir](#) la divulgation de fausses informations et à renforcer le contrôle sur les réseaux sociaux et les sites d'informations en ligne est entrée en vigueur en octobre 2022.

Mesures prises contre les personnes LGBTQI+. [Les discours de haine](#) des [figures politiques](#) et des autorités à l'encontre des personnes LGBTQI+ ont été plus fréquents en 2022. Les défilés sont interdits et les personnes participantes sont dispersées par la force. En septembre 2022, l'autorité nationale de régulation de l'audiovisuel a soutenu [un spot publicitaire](#) dans lequel les personnes LGBTQI+ sont qualifiées de « virus » et de cause d'« éclatement de la cellule familiale ».

Modifications en mai 2022 de la loi pour la protection des femmes ; nombre de féminicides toujours élevé. En mai 2022, une [loi](#) destinée à ériger spécifiquement en infraction le harcèlement persistant d'une femme et à renforcer les peines des auteurs de ce type de violence a été adoptée. Il ressort toutefois des critiques que l'application de cette loi demeure problématique. Selon [le rapport d'une ONG](#), au moins 334 féminicides ont été recensés en 2022. Au mois de juillet 2022, le Conseil d'État (la plus haute instance judiciaire administrative de Turquie) a confirmé [le retrait du pays de la Convention d'Istanbul](#).

Impunité pour les actes de torture. Les enquêtes sur les allégations faisant état de torture et d'autres mauvais traitements contre des personnes en garde à vue sont toujours insuffisantes et les auteurs de tels actes restent souvent [impunis](#). Un [groupe d'experts de l'ONU](#) a conclu en septembre 2022, après une visite sur place, que la Turquie doit lutter plus efficacement contre la torture.

Mesures contre le HDP et opération militaire contre le PKK. Le procès visant à [interdire le parti pro-kurde HDP](#) est toujours en cours. En 2022, les [opérations militaires turques](#) contre le PKK se sont majoritairement concentrées dans le nord de l'Irak et le nord-est de la Syrie.

4 Pratique des autorités suisses

Taux de protection très élevé du SEM. Chiffres du SEM pour [2022](#) : taux de reconnaissance : 70,5 %, taux de protection (positif + AP) : 76,3 %